



**Syndicat CGT des agents  
du Département du MORBIHAN**

29 Rue du Port  
56100 Lorient

[SYND-CGT@morbihan.fr](mailto:SYND-CGT@morbihan.fr)

02.97.12.48.39

06.12.43.24.39



**Déclaration de la CGT  
CST du 11 avril 2024**

**NON Monsieur Guerini,  
la Fonction Publique n'est pas à vendre !**

Alors que notre Comité social territorial est réuni aujourd'hui pour parler, entre autre, d'« *intelligence émotionnelle* », de « *gestion des émotions* », de « *convivialité* » et d'ajustements d'organigrammes...le Ministre de la Fonction Publique annonce « *vouloir lever le tabou du licenciement dans la Fonction Publique* ».

Deux salles, deux ambiances !...

Et pourtant, on verra que ces deux salles ne sont pas complètement imperméables. Vous conviendrez que c'est une drôle de position pour des représentants du personnel de siéger dans une instance comme aujourd'hui tout en sachant que se prépare dans les semaines à venir un énième mauvais coup pour la Fonction publique. Il faut être champion olympique de tête dans le sable pour ne pas voir la réalité en face.

À travers cette déclaration, nous, représentants de la CGT, nous nous devons d'informer et d'alerter les agents de la collectivité sur les décisions qui se trament.

Il y a 2 jours, le Ministre Guérini a donc annoncé vouloir lever le tabou du licenciement dans la Fonction publique. Cette annonce s'est faite au moment du lancement par le Ministre, de la « concertation » sur la réforme de la Fonction publique avec les organisations syndicales. Hier matin, le gouvernement a déployé sa campagne médiatique en donnant à l'opinion un os à ronger sur le sujet du licenciement. Quel mépris pour

les français et ceux qui ont oeuvré et ont rempli leurs missions de service publique pendant le COVID !... Le gouvernement sait très bien que la révocation est possible pour les fonctionnaires. C'est évidemment une manipulation de l'opinion pour cacher le véritable objectif du gouvernement.

Revenons sérieusement à ce projet de loi. La « concertation » avec les organisations syndicales doit aboutir à un texte à l'automne prochain. Pour faire direct et simple, il s'agit pour le gouvernement d'un énième chapitre pour mettre à terre un des derniers conquits sociaux: le statut de la Fonction publique. Il s'agit avec la remise en cause des garanties du statut, d'accélérer encore plus les privatisations ou les délégations de service public. Cela prépare une dégringolade de la qualité du service rendu aux usagers. Dégringolade déjà bien entamée puisqu'on accepte ici ou là un service rendu en mode dégradé.

La mécanique est lancée depuis plusieurs années. Pour diluer les conséquences sociales et faire en sorte que les mesures soient, pensent-ils indolores\_en réalité, elles ne le sont pas\_le gouvernement avance à petites touches de propositions de loi pour mettre fin au statut de la Fonction Publique qui constitue le dernier obstacle au marché. Mais maintenant, il veut avancer au bulldozer à coup de trompettes médiatiques abrutissantes.

Le dernier opus, la loi de transformation de la Fonction Publique d'août 2019 avait déjà très bien préparé le terrain. D'ailleurs, un des bordereaux que nous devons étudier aujourd'hui, les lignes directrices de gestion, est issue de cette dernière loi.

Mais, nous vous informons peut-être que ces lignes directrices de gestion vont très vite devenir caduques puisque le Ministre envisage de mettre fin aux catégories A, B et C. On comprend que les lignes directrices qui sont déjà dans les faits une gestion de l'austérité ne vont pas assez loin pour Macron, Guérini et Le Maire...

La mécanique est imparable et s'accélère depuis cette loi de transformation de la Fonction publique : introduction du CDI dans la Fonction publique, codification des statuts de la Fonction publique et, coup de grâce, suppression des catégories à venir.

Qu'un gouvernement dont les actions sont toutes tournées vers la casse des conquits sociaux avec la retraite, la sécu, l'assurance chômage et

maintenant le statut de la fonction publique...qu'il prépare ces mesures, nous y sommes tristement habitués et luttons contre, tous les jours avec les salariés.

Mais, que des directeurs généraux de services des centres de gestion par la voie de leur association nationale s'expriment dans une interview en affirmant qu'ils souhaitent \_je cite\_ « être à côté du ministre pour cette réforme » tout en disant qu'ils sont « les défenseurs du statut » pour ne pas faire trop mauvais genre, et enfin ajoutant dans un grand confusionnisme voulu et entretenu que \_je cite à nouveau\_ « le statut est une bonne convention collective », tout cela nous laisse sans voix.

Que les directeurs généraux des services des centres de gestion dont la mission est de mettre en œuvre le statut s'acharnent à ce point sur celui-ci, est juste ahurissant et très inquiétant. Il s'agit d'une véritable collaboration voire cohabitation décentralisée avec le gouvernement ! Et nous, la CGT du Département du Morbihan, mettons en parallèle cette prise de position politique des directeurs de centres de gestion avec les propos parfois entendus ici ou là , dans nos instances, de la volonté d'instaurer une « culture d'entreprise » dans notre collectivité.

Non, notre collectivité n'est pas une entreprise mais un service public comme toutes les autres collectivités, l'école publique, l'hôpital public et l'ensemble des services de l'État !

A ce stade, il est nécessaire de rappeler l'importance du statut qui régit la Fonction publique ; ce statut protège les agents et garantit l'indépendance et la neutralité des services publics.

La casse du statut de la Fonction publique, c'est encore plus de précarité pour les femmes et les hommes de notre pays.

Enfin, Nous pensons que ce contexte de politique de casse sociale crée de la désespérance qui s'exprime entre autres, et nous le dénonçons, par la montée des droites extrêmes. Vous savez que la CGT assume courageusement et publiquement son combat contre les idées mortifères de l'extrême-droite. Mais, dès lors que l'on met en jeu la garantie fondamentale d'indépendance et de neutralité du service public, le gouvernement et ses collaborateurs décentralisés offrent à l'extrême droite sur un plateau la possibilité de faire ce qu'elle veut du service public, avec tous les dangers que cela comporte.

N'avons-nous rien retenu d'une époque plus sombre de notre Histoire ?  
Le sacro-saint marché vaut-il de prendre un tel risque et de repasser par ces heures douloureuses ?

Vous allez peut-être dire ou penser que tout ces propos sont de la grande littérature ou grandiloquents mais il faut avoir le courage et faire l'effort de penser la situation. Penser, c'est pouvoir partager et agir avec les agents. Soyez assurés que la CGT mettra toute son énergie pour protéger et défendre le statut de la Fonction publique.

Le projet politique du gouvernement et de ses collaborateurs, sous un vernis de modernité et de « *service public du 21ème siècle* », est dangereux. Ce projet est en fait vieillot et dépassé car il nous ferait revenir à un service public d'avant 45. Au contraire la CGT porte un projet de société de progrès humain et social.

La CGT n'oublie donc pas que c'est sous ces nuages noirs que se tiennent aujourd'hui les travaux de ce CST et des prochaines instances.

Et pour finir, à l'instar de la déclaration du Ministre Guérini, **la CGT veut lever le tabou de l'irresponsabilité de ces hommes politiques qui, dans le seul objectif d'offrir le service public au marché, veulent saccager notre bien commun !**

Nous vous remercions.